



Spectaculaire augmentation d'infections VIH en Europe de l'Est

Par [Markus Salzmann](#)

Mondialisation.ca, 27 août 2010

[WSWS](#) 27 août 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Pauvreté et inégalités sociales](#)

La propagation rapide du SIDA en Europe de l'Est met en évidence l'échelle réelle d'anéantissement social suite à la réintroduction du capitalisme dans l'ex - Union Soviétique et en Europe de l'Est.

Une épidémie de SIDA se propage rapidement en Europe de l'Est et en Asie Centrale et frappe tout particulièrement les enfants et les adolescents. L'UNICEF a signalé ces tendances dans un rapport publié mi-juillet. Il n'existe aucune autre région du monde où le taux d'infection par VIH soit plus important que dans cette région.

Les Nations Unies estiment pour l'Europe de l'Est à 1.5 millions le nombre d'infections par VIH, en 2001 ce chiffre s'élevait à 900 000 cas. Dans certaines régions de Russie, le nombre d'infections par VIH a augmenté de 700% entre 2006 et 2010. On peut trouver plus de 90% des personnes contaminées en Europe de l'Est en Russie et en Ukraine.

Sont tout particulièrement touchés les enfants et les jeunes, et tout spécialement ceux qui vivent dans une pauvreté lamentable - des enfants placés, des personnes dépendantes de la drogue, des gosses des rues, des prostitués mineurs. En plus, un cas sur trois de nouvelles infections dans toute la région frappe les jeunes et les jeunes adultes. 80% des personnes contaminées ont moins de 30 ans.

A peu près 1,3 millions d'enfants dans la région sont placés dans des foyers, où les conditions de vie sont le plus souvent épouvantables, et ils finissent pour la plupart dans la rue.

A Saint Petersburg, une étude récente a montré que sur 300 gosses des rues, 40% étaient séropositifs. A Odessa et à Donetsk, des données semblables ont été trouvées. L'UNICEF a fait une enquête en Ukraine et établi que, sur 800 enfants et adolescents qui passaient la moitié de la journée dans la rue, 57% des filles pratiquaient la prostitution au moins occasionnelle.

L'augmentation de l'utilisation des stupéfiants est un autre signe de déclin social. Le mode de transmission le plus courant du VIH est le partage d'aiguilles contaminées. De nombreux gosses des rues utilisent des drogues dures dès l'âge de 12 ans.

La raison d'être de cette étude et de cette critique c'est le tabou avec lequel le virus VIH et le SIDA sont considérés. En 2008, par exemple, le Turkménistan a déclaré officiellement 2 cas de SIDA - même si l'épidémie avait frappé le pays longtemps auparavant.

Mais c'est le changement des conditions sociales et politiques dans ces pays qui est la vraie raison de la propagation spectaculaire du VIH/ SIDA. La propagation du virus a un lien direct avec la destruction du système de santé et de l'infrastructure sociale entrepris au début des années 90 au nom du libéralisme.

Reinhard Kurt, le directeur de l'Institut Robert Koch à Berlin a déclaré : « La propagation du HIV a débuté au milieu des années 90 en Ukraine et en Belarus ». Le VIH s'est ensuite rapidement propagé au nord et à l'est. Entre temps ce sont l'Asie Centrale et le Caucase qui sont particulièrement touchés par la pandémie.

Un employé du Ministère Autrichien des Affaires Etrangères, qui est médecin en poste à Moscou, insiste sur une relation directe entre la propagation du virus et la crise sociale à l'Est. Le Dr Wolfgang Luster a écrit dans un communiqué : « Jusqu'à l'effondrement de l'Union Soviétique, les pays d'Europe de l'Est et l'Union Soviétique étaient peu touchés par l'infection VIH. On avait l'impression que cette région avait été épargnée par l'épidémie mondiale du SIDA/ VIH ».

Depuis lors, la situation a radicalement changé. Luster écrit : « Suite à l'effondrement de l'Union Soviétique, il s'est produit une transformation en profondeur dans les structures de l'Europe de l'Est et des pays de l'ancienne Union Soviétique. Malgré la diversité de ces régions, on pouvait constater de nombreuses similitudes dans tous les pays concernés.

De nombreux pays ont expérimenté des transformations spectaculaires dans leur système public de santé. Très souvent, il y a un manque de personnel ou bien le personnel n'est pas payé. Les investissements ou les mesures de préventions - quand ils existent - sont souvent insuffisants. La privatisation du système de santé public a souvent mené à un système de santé à deux vitesses, dans lequel une partie de la population ne bénéficie d'aucune protection sociale.

Des centaines d'hôpitaux et de centres de soins ont été fermés depuis les changements politiques de 1989-90, ou sont tombés dans un état de délabrement par manque de financement de l'Etat. Maintenant, ce processus se poursuit de plus belle, suite à la crise économique mondiale. Par exemple, en Lettonie, il ne restera d'ici la fin de l'année qu'un tiers du nombre des hôpitaux de 2009.

Dans toute l'Europe de l'Est, l'espérance de vie a diminué en moyenne de 7 ans par rapport à ce qu'elle était en 1989 suite à ce déclin social.

Les programmes sanitaires et les campagnes de prévention très nécessaires sont inexistantes ou pâties des restrictions budgétaires. Le rapport conclut : « les systèmes de santé dans les 27 pays de la région ont déjà échoué dans leur lutte contre le VIH », tout en réclamant un changement de politiques sanitaires et sociales pour la lutte contre le SIDA dans la région.

Mais les appels aux instances gouvernementales ne rencontrent aucun écho. Les gouvernements de la région qui sont le plus souvent des régimes totalement antidémocratiques et autoritaires mènent la destruction des acquis antérieurs sur injonction et avec le soutien du Fond Monétaire International (FMI) et de l'UE dans le but d' « attirer les investisseurs ».

Tout en étant parfaitement conscients que le seul moyen de stopper la pandémie est de

favoriser l'accès aux médicaments sur le plan mondial, et d'améliorer les soins de santé et l'éducation à la santé, les gouvernements occidentaux diminuent leurs dépenses pour la lutte contre le VIH/ SIDA à l'étranger.

Alors que les coûts du traitement augmentent sans cesse, les fonds disponibles diminuent. Selon les Nations Unies, les fonds mis à disposition par les pays du G8 pour étudier le VIH s'élevaient à 7.6 milliards de dollars en 2009, moins que les dépenses de 2008 qui s'élevaient à 7.7 milliards de dollars. L'Autriche, par exemple, a complètement réduit sa contribution, avançant que les dépenses gouvernementales sont trop élevées.

Article original, [WSWS](#), publié le 10 août 2010.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Markus Salzmänn](#), [WSWS](#), 2010

Articles Par : [Markus Salzmänn](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca